

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/10813]

9 FEVRIER 2017. — Arrêté royal fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du comité de gestion du service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales », chargé de l'organisation des activités du restaurant et de la crèche du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal décrit :

- la composition,
- le fonctionnement,
- et les attributions du comité de gestion du service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales ».

Concernant la composition du comité de gestion il faut mentionner que celui-ci n'est pas composé seulement du SPF Affaires étrangères, mais aussi d'un représentant du SPF Budget et Contrôle de Gestion, qui est désigné pour une période de quatre ans. L'Inspecteur des Finances et un représentant de chacun des syndicats accrédités auprès du SPF Affaires étrangères, et les chefs du restaurant et de la crèche assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative.

Le comité de gestion se réunit au moins quatre fois par an.

En ce qui concerne les attributions du comité de gestion, le comité de gestion est chargé entre autres de : l'approbation du projet de budget et des ajustements éventuels, dresser les comptes (le compte annuel, le compte d'exécution du budget, les comptes de gestion et les comptes patrimoniaux), la fixation de la politique tarifaire, l'approbation du lancement de tout marché public supérieur à 5.500 euros hors T.V.A. et l'approbation de la répartition de frais entre le SPF Affaires étrangères et le service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales ».

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

La Ministre du Budget,
S. WILMES

9 FEVRIER 2017. — Arrêté royal fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du comité de gestion du service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales », chargé de l'organisation des activités du restaurant et de la crèche du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 décembre 2015, portant des dispositions financières diverses, portant la création d'un service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales », portant modification de la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies et portant une disposition en matière d'égalité des femmes et des hommes, l'article 72;

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2016;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/10813]

9 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling, de werkwijze en de bevoegdheden van het beheerscomité van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten », belast met de organisatie van de activiteiten van het restaurant en het kinderdagverblijf van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit beschrijft :

- de samenstelling,
- de werkwijze,
- en de bevoegdheden van het beheerscomité van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten ».

Inzake de samenstelling van het beheerscomité dient te worden opgemerkt dat in het beheerscomité niet enkel de FOD Buitenlandse Zaken participeert, maar ook een vertegenwoordiger van de FOD Budget en Beheerscontrole, aangesteld voor een periode van vier jaar. De Inspecteur van Financiën en een vertegenwoordiger van elk van de vakbonden geaccrediteerd bij de FOD Buitenlandse Zaken, alsook de hoofden van het restaurant en het kinderdagverblijf wonen de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij.

Het beheerscomité komt minstens viermaal per jaar samen.

Wat betreft de bevoegdheden van het beheerscomité, is het comité onder andere belast met: de goedkeuring van het begrotingsontwerp en eventuele aanpassingen, het opmaken van de rekeningen (de jaarrekening, de rekening van uitvoering van de begroting, de beheersrekeningen en de vermogensrekeningen), de bepaling van het tariefbeleid, de goedkeuring van de opstart van elke overheidsopdracht groter dan 5.500 euro exclusief btw en de goedkeuring van de verdeelsleutel van de kosten tussen de FOD Buitenlandse Zaken en de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten ».

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting,
S. WILMES

9 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling, de werkwijze en de bevoegdheden van het beheerscomité van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten », belast met de organisatie van de activiteiten van het restaurant en het kinderdagverblijf van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 december 2015 houdende diverse financiële bepalingen, houdende de oprichting van een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten », houdende wijziging van de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties en houdende een bepaling inzake de gelijkheid van vrouwen en mannen, artikel 72;

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 26 juillet 2016;

Vu l'avis 60.177/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et de la Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé un comité de gestion chargé de diriger et de suivre le fonctionnement du service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales », ci-après dénommé « le Service », soumis à l'autorité du ministre dont il relève. Les membres du comité de gestion avec voix délibérative sont :

1^o le Président du Comité de direction du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, qui est président du comité de gestion;

2^o le directeur d'encadrement Budget et Contrôle de gestion du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

3^o le directeur d'encadrement Personnel et Organisation du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

4^o le directeur d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

5^o un représentant du SPF Budget et Contrôle de Gestion;

6^o le chef du Service.

Un secrétaire est désigné par le président.

Un représentant de chacun des syndicats accrédités auprès du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, le chef de la crèche, le chef du restaurant et l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre des Affaires étrangères, assistent avec voix consultative aux réunions du comité de gestion.

Art. 2. Le membre visé à l'article 1^{er}, 5^o est désigné pour une période de quatre ans par le ministre qui a le Budget dans ses attributions, après concertation avec le ministre des Affaires étrangères. Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé immédiatement. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Le membre visé à l'article 1^{er}, 6^o est désigné par le ministre des Affaires étrangères parmi les membres du personnel du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement du niveau A.

Art. 3. Le comité de gestion délibère sous la présidence du président. En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.

Le comité de gestion se réunit au moins quatre fois par an, compte tenu du calendrier d'approbation requis dans le cycle budgétaire. Le président convoque les membres par écrit au moins huit jours ouvrables à l'avance, et ce, d'autorité ou à la demande en mentionnant l'ordre du jour. La convocation à la demande s'effectue sur l'initiative d'un ou de plusieurs membres.

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le comité de gestion peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre de membres présents. Pour des affaires urgentes, le comité de gestion peut aussi délibérer valablement via une procédure de décision écrite.

Les délibérations du comité de gestion sont consignées au procès-verbal, signé par le président et le secrétaire.

Art. 4. Le comité de gestion est notamment chargé :

1^o de l'approbation du projet de budget, d'un éventuel ajustement du budget ainsi que du plan de personnel et d'investissement du Service;

2^o de la désignation du comptable du Service et du contrôle sur celui-ci;

3^o de dresser le compte annuel, le compte d'exécution du budget, les comptes de gestion, les comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé et le rapport d'activités annuel;

4^o du suivi intérimaire de la gestion opérationnelle et financière du Service;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, verleend op 26 juli 2016;

Gelet op het advies 60.177/4 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een beheerscomité opgericht met als taak de aansturing en de follow-up van de werking van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten », die onder het gezag staat van de minister onder wie hij ressorteert, hierna « de Dienst » genoemd. De stemgerechtigde leden van het beheerscomité zijn :

1^o de voorzitter van het Directiecomité van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, die de voorzitter van het beheerscomité is;

2^o de stafdirecteur Budget en Beheerscontrole van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

3^o de stafdirecteur Personeel en Organisatie van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

4^o de stafdirecteur Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

5^o een vertegenwoordiger van de FOD Budget en Beheerscontrole;

6^o het hoofd van de Dienst.

Een secretaris is aangeduid door de voorzitter.

Een vertegenwoordiger van elk van de vakbonden geaccrediteerd bij de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, het hoofd van het kinderdagverblijf, het hoofd van het restaurant en de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Buitenlandse Zaken, wonen de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij.

Art. 2. Het lid bedoeld onder artikel 1, 5^o wordt aangesteld voor een periode van vier jaar door de minister bevoegd voor Begroting, na overleg met de minister van Buitenlandse zaken. Bij ontslag of overlijden wordt het lid onmiddellijk vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Het lid bedoeld onder artikel 1, 6^o wordt aangesteld door de minister van Buitenlandse zaken onder de personeelsleden van de FOD Buitenlandse zaken, Buitenlandse handel en Ontwikkelingssamenwerking van het niveau A.

Art. 3. Het beheerscomité beraadslaagt onder het voorzitterschap van de voorzitter. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter van de vergadering beslissend.

Het beheerscomité komt minstens viermaal per jaar samen, rekening houdend met de vereiste goedkeuringskalender binnen de begrotingscyclus. De voorzitter roept schriftelijk minstens acht werkdagen vooraf de leden samen en dit ambtshalve of op verzoek en met vermelding van de agendapunten. De uitnodiging op verzoek geschiedt op initiatief van één of meerdere leden.

Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan het beheerscomité, na een tweede bijeenroeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda en dit ongeacht het aantal aanwezige leden. Voor dringende zaken kan het beheerscomité tevens geldig beraadslagen via een schriftelijke beslissingsprocedure.

Van de beraadslagingen van het beheerscomité worden notulen opgemaakt die door de voorzitter en de secretaris worden ondertekend.

Art. 4. Het beheerscomité is inzonderheid belast met :

1^o de goedkeuring van het begrotingsontwerp en een eventuele begrotingsaanpassing evenals het personeels- en investeringsplan van de Dienst;

2^o de aanduiding van en het toezicht op de rekenplichtige van de Dienst;

3^o het opmaken van de jaarrekening, de rekening van uitvoering van de begroting, de beheersrekeningen, de vermogensrekeningen van het afgelopen begrotingsjaar en het jaarlijkse activiteitenverslag;

4^o de tussentijdse opvolging van het operationele en financiële beheer van de Dienst;

5° de la fixation de la politique tarifaire;

6° de l'approbation du lancement de tout marché public supérieur à 5.500 euros hors T.V.A.;

7° de la surveillance de l'application des normes de sécurité et d'hygiène applicables aux domaines concernés (horeca et crèche);

8° de l'approbation de la répartition de frais entre le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et le Service;

9° de la discussion de toutes les décisions stratégiques relatives au Service;

10° du suivi de la qualité du système de contrôle interne et des ajustements sur la base de recommandations des instances d'audit compétentes, dont la Cour des comptes.

Art. 5. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions et le ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

La Ministre du Budget,
S. WILMES

5° de bepaling van het tariefbeleid;

6° de goedkeuring van de opstart van elke overheidsopdracht groter dan 5.500 euro exclusief btw;

7° het waken over de toepassing van de veiligheids- en hygiënenormen van toepassing binnen de betreffende domeinen (horeca en kinderdagverblijf);

8° de goedkeuring van de verdeelsleutel van de kosten tussen de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en de Dienst;

9° de bespreking van elke strategische beslissing inzake de Dienst;

10° de opvolging van de kwaliteit van het intern controlesysteem en de bijsturingen op basis van aanbevelingen van de bevoegde auditinstanties, waaronder het Rekenhof.

Art. 5. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van Begroting,
S. WILMES

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C - 2017/10814]

9 FEVRIER 2017. — Arrêté royal relatif à la gestion financière du service administratif à comptabilité autonome « Activités sociales », chargé de l'organisation des activités du restaurant et de la crèche du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal décrit principalement les modalités :

- en matière de l'établissement du budget,
- en matière de l'exécution de la comptabilité et la reddition des comptes,
- en matière de gestion,
- en matière de contrôle.

A l'article 3, alinéa 1^{er} une énumération est donnée des estimations des recettes prévues au budget. La dotation provient de la section 14, Affaires étrangères du budget général des dépenses. Les recettes fonctionnelles et d'exploitation découlent directement de l'exploitation des facilités de catering du restaurant d'une part, et des participations financières demandées aux parents dont les enfants sont inscrits à la crèche, d'autre part. En ce qui concerne ces recettes, il faut souligner que la partie « restaurant » du service administratif à comptabilité autonome (SACA) « Activités sociales » ne peut être utilisée que pour l'achat des matières premières pour les repas et les boissons, pour l'achat de petit matériel de cuisine et pour l'achat des vêtements de travail ainsi que, le cas échéant, pour rémunérer le contrat de service de gestion du restaurant. La crèche peut utiliser les recettes pour l'achat des repas et des boissons d'enfant, l'achat des jouets, l'achat de petit matériel de puériculture et l'achat des vêtements de travail, ainsi que pour la rémunération des animations et la rémunération des contrats de services liés aux activités de la crèche.

Quant à la comptabilité et la reddition des comptes, il est imposé de remettre un rapport qui exige l'exécution simultanée d'une comptabilité générale et budgétaire. On procède sur une base transactionnelle, en comptabilisant et en imputant tant sur le plan des recettes que sur le plan des dépenses au moment de la constatation du droit. Le rapport mentionné dans l'arrêté royal est en outre adapté aux exigences de rapportage qui sont prévues dans la nouvelle législation en matière de comptabilité du 22 mai 2003. Ainsi, le SACA « Activités sociales » doit,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C - 2017/10814]

9 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit betreffende het financiële beheer van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie « Sociale activiteiten », belast met de organisatie van de activiteiten van het restaurant en het kinderdagverblijf van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit beschrijft in hoofdzaak de modaliteiten:

- inzake de opmaak van de begroting,
- inzake het voeren van de boekhouding en het afleggen van de rekeningen,
- inzake het beheer,
- inzake controle.

In artikel 3, eerste lid, wordt een opsomming gegeven van de in de begroting te voorziene ontvangstenramingen. De dotatie is afkomstig uit de algemene uitgavenbegroting sectie 14, Buitenlandse Zaken. De functionele en exploitatieontvangsten vloeien rechtstreeks voort uit de uitbating van de cateringfaciliteiten van het restaurant enerzijds en de financiële bijdragen gevraagd aan de ouders van de kinderen ingeschreven in het kinderdagverblijf anderzijds. Wat deze ontvangsten betreft, dient te worden onderstreept dat het gedeelte « restaurant » van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie (ADBA) « Sociale activiteiten » de ontvangsten slechts mag gebruiken voor de aankoop van grondstoffen voor de maaltijden en dranken, voor de aankoop van klein keukenmateriaal en voor de aankoop van werkkledij, alsook voor, indien van toepassing, de betaling van het beheerscontract van het restaurant. Het kinderdagverblijf mag de ontvangsten gebruiken voor de aankoop van de maaltijden en dranken voor de kinderen, de aankoop van speelgoed, de aankoop van klein materiaal voor kinderverzorging en de aankoop van werkkledij, alsook voor de betaling van animaties en de betaling van dienstencontracten gerelateerd aan de activiteiten van het kinderdagverblijf.

Inzake de comptabiliteit en het afleggen van de rekeningen wordt een verslaglegging opgelegd, die het simultaan voeren van een algemene en een begrotingsboekhouding vereist. Er wordt gewerkt op transactiebasis, waarbij zowel op het vlak van ontvangsten als op het vlak van uitgaven geboekt en aangerekend wordt op het moment van de vaststelling van het recht. De in het koninklijk besluit vermelde verslaglegging is bovendien aangepast aan de rapportagevereisten die in de nieuwe comptabiliteitswetgeving van 22 mei 2003 zijn voorzien.